

verte notamment par l'augmentation du volume d'intrants chimiques utilisés, une plus grande mécanisation, etc. Ceci se décline en politiques agricoles résolument tournées vers l'agrobusiness.

Or, de l'avis de nombreux experts, les politiques agricoles devraient fournir un encadrement rapproché, améliorer l'accès aux intrants, l'accès à la terre pour les paysans et les paysannes, à un matériel agricole mieux adapté et aux marchés locaux. Tout cela dans le cadre d'une réforme redistributive. Ce qui va à l'encontre des politiques actuellement en vigueur.

Quel modèle de développement voulons-nous ?

S'agit-il d'intégrer les paysan(ne)s dans des filières de commercialisation internationales, les réduisant à n'être que fournisseurs de matières premières ou de leur permettre d'être de réels acteurs de leur développement en leur permettant de vendre leurs aliments à des prix justes via par exemple, l'entremise de coopératives et de s'impliquer dans la transformation à petite échelle ?

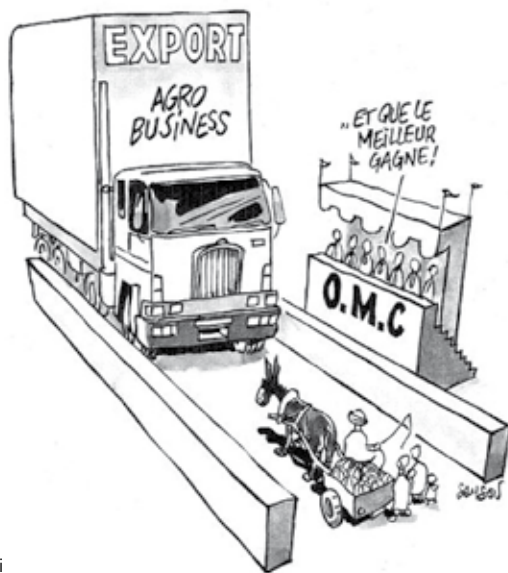
Le travail effectué par nos partenaires va dans ce sens et nous permet de voir comment un accompagnement sérieux et de longue durée permet de faire émerger des initiatives de transformation et de professionnalisation de l'agriculture tout en respectant l'environnement.

Un exemple concret d'alternative en RDC avec le Comité Anti-Bwaki (CAB): « Le Centre de Transformation et de Vente, CTV » se charge d'acheter la production aux coopératives installées avec l'aide du CAB dans les différentes sous-provinces du Sud-Kivu. Les différents surplus sont acheminés à Bukavu pour y être transformés puis revendus aux coopératives en fonction de leurs besoins. Le CTV fait donc office de plateforme d'échange entre les coopératives des différents produits (sous forme transformée) qu'ils commercialisent. L'objectif, à terme, est l'autonomie totale du centre, qui sera alors géré par les coopératives.

La question du choix d'un modèle de développement et du rôle de ses acteurs est donc cruciale. Elle rejoint, complète et enrichit la question posée lors de la campagne précédente : quelle société et quel modèle de développement voulons-nous ?

« Pour aller plus loin » : références diverses

- <http://www.france24.com/fr/20110107-reporters-burundi-bataille-terre-agriculture-paysans-conflits-demographie-tribunaux-rapatriees-loi-foncieres-reforme>
- <http://www.koreus.com/video/alerte-babylone>
- <http://www.3adi.org/rwanda-105>
- <http://www.3adi.org/dr-congo>
- <http://lavoixdupaysancongolais.com/tag/rdcongo/>
- <http://www.mondialisation.ca>
- Les documents d'analyse politique du service politique
- Morgan Spurlock (2004), Super Size Me
- Nikolaus Geyrhalter (2004), Notre pain quotidien
- Erwin Wagenhofer (2005), We feed the world
- Richard Linklater (2006), Fastfood nation
- Marie-Monique Robin (2008), Le monde selon Monsanto
- Vincent Bruno (2009), Je mange donc je suis
- ...



Agriculture paysanne
familiale et agrobusiness

L'agrobusiness :
des profits qui donnent faim !

Agriculture paysanne familiale ou agrobusiness ?

Aujourd'hui, 925 millions d'êtres humains sont sous-alimentés, 25.000 personnes meurent de faim tous les jours, un enfant meurt de faim toutes les 6 secondes ! 75% de ces personnes sont des petits paysans qui pourtant devraient pouvoir produire suffisamment pour nourrir leurs familles. Comment expliquer ce paradoxe ?

Ce paradoxe est le fruit de trois tendances politiques générales qui se sont mutuellement renforcées et ont eu des effets désastreux sur les populations agricoles :

- Le désintérêt des politiques de développement pour l'agriculture a entraîné le désinvestissement progressif de ce secteur par l'Etat, notamment sous l'emprise des politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI et la Banque Mondiale.
- Les politiques de libéralisation concernant toutes les activités économiques ont mis en compétition des agricultures aux rendements complètement différents, en défaveur de l'agriculture paysanne, au Nord et au Sud.
- La promotion d'une agriculture « moderne » comme seul modèle agricole possible a entraîné la multiplication de politiques tournées vers le développement d'une agriculture industrielle tant au Nord qu'au Sud de la planète.

C'est pourquoi 5 décennies de « développement » et 3 de politiques néolibérales n'ont pas réussi à éradiquer les problèmes de faim et de pauvreté, même si c'était un des objectifs visé par ces politiques.

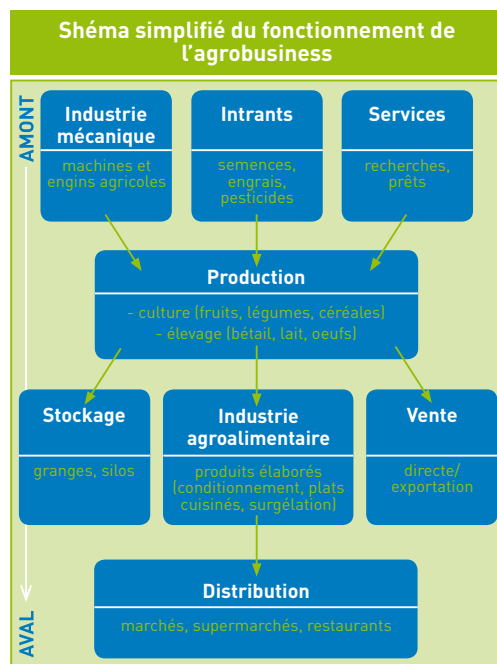
Au contraire, cela a eu pour effet d'augmenter les disparités entre petites et grandes exploitations au détriment des paysans et de l'environnement.

Depuis plusieurs années, Entraide et Fraternité ne cesse de dénoncer les effets négatifs de ces politiques, particulièrement pour les pays du Sud, contraints de se plier à ces règles et peu à même de se protéger, surtout face à la montée en puissance des multinationales, et à l'invasion des produits industriels sur leurs propres marchés.

E&F, tout comme d'autres ONG, préconise le modèle de l'agriculture paysanne familiale qui, appuyé correctement, a la capacité de fournir de nombreux emplois tout en respectant les modes de vie traditionnels, de lutter contre la pauvreté, de garantir la sécurité alimentaire des générations présentes et futures, de préserver la biodiversité et les ressources naturelles et de lutter contre le changement climatique.

C'est ce type d'agriculture, tenant compte de la nature et des hommes qui devrait être au centre des politiques agricoles ; des politiques axées sur le développement des paysans et qui, appliquées à une plus grande échelle auraient des répercussions positives, tant sociales qu'environnementales sur l'ensemble de la société.

Le schéma de l'agrobusiness



Source : <http://hg-seconde-aragon.over-blog.com/article-schema-de-l-agrobusiness-40822636.html>

L'agrobusiness englobe tous les acteurs impliqués dans l'agriculture, qu'ils agissent en amont, en fournissant engrais et semences aux agriculteurs, en tant qu'intermédiaires pour la transformation, le stockage, le transport, l'exportation, l'emballage ou en aval de la production pour la commercialisation, le marketing et la distribution.

A ne pas confondre avec **l'agro-industrie** qui recouvre toutes les activités pratiquées après les récoltes : la transformation, la conservation et la préparation de production agricole, en vue de leur consommation.

Source : Agribusiness pour la prospérité de l'Afrique », Kandeh K. Yumkella, Patrick M. Kormawa, Torben M. Roepstorff, Anthony M. Hawkins (éditeurs), UNIDO (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel), Autriche, octobre 2011

http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/AgroIndustries/Agrobusiness/agribusiness_french_e-book.pdf



© Photo Véronique Neycken

L'agrobusiness, extension logique de politiques d'industrialisation agricole et de libéralisation, s'est imposé un peu partout dans le monde, au cours des 2 dernières décennies au travers de programmes de « développement ». Il vise le développement du secteur agricole dans une approche de marché où la demande conditionne la productivité et la compétitivité du secteur agricole.

- Ses caractéristiques :
 - Concentration extrême des surfaces exploitées ;
 - 67% des semences mondiales sont sous le contrôle de dix entreprises transnationales ;
 - 89% du marché sont entre les mains de dix grandes compagnies ;
 - Une centaine d'entreprises se partagent 74% de la transformation alimentaire mondiale ;
 - La recherche du profit maximum, au détriment des producteurs et des consommateurs, sans tenir compte de l'environnement ou des dégâts sociaux.
- Les dangers qu'il entraîne :
 - Il ré-enclenche le cycle de la dépendance économique,
 - Il renforce le pouvoir des sociétés multinationales,
 - Il détruit et prolétarise le tissu rural préexistant,
 - Il incite les Etats à développer des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières.

Le fil rouge de la campagne : l'agrobusiness, les enjeux pour l'agriculture paysanne

Depuis 2008, Entraide et Fraternité s'est engagée dans un programme de six ans portant sur la reconnaissance de l'agriculture paysanne comme modèle alternatif durable à la réduction de la faim et de la pauvreté dans le monde en promouvant ce modèle dans le cadre d'une stratégie globale de souveraineté alimentaire.

Après avoir traité du commerce international, de l'accès à la terre, des changements climatiques, du genre, nous porterons le focus sur les effets de l'agrobusiness, souvent désastreux pour les populations - particulièrement pour les femmes - les économies locales et les écosystèmes du Sud. A partir d'exemples issus de la région des Grands Lacs, nous verrons comment les petits agriculteurs font face à ce rouleau compresseur et tentent de résister en développant des alternatives tant de production que de transformation pour continuer à proposer une nourriture saine et de qualité sur les marchés locaux et pour vivre dignement de leur travail.

Quelles sont les alternatives possibles ?

L'Afrique est le seul continent où la production agricole par habitant a diminué, ces trente dernières années. En cause, l'exportation des pays du Nord, les politiques internationales mal adaptées et le manque de responsabilité des Etats nationaux appliquant aveuglément ces politiques internationales.

Les fameux programmes d'ajustements structurels menés par le FMI, dans les années 80, ont négligé l'agriculture et les investissements nécessaires dans le secteur. Aujourd'hui, l'activité agricole des pays en développement est, de nouveau, au centre des priorités du FMI et de la Banque Mondiale et les gouvernements, pour bénéficier de toute l'aide financière proposée pour le développement de leurs agricultures, préconisent une véritable révolution

